



Alors que les industries techniques attendent toujours le plan de soutien promis. La Fédération des Industries du Cinéma et de l'Audiovisuel (FICAM) a pris connaissance, par la presse et avec consternation, de la décision gouvernementale, le vendredi 13 avril 2012, de l'adoption d'une « procédure accélérée et sécurisée » destinée à attribuer 25 hectares de foncier de Toulouse aux Studios américains Raleigh, dont le projet est piloté par Monsieur Bruno Granja.

La FICAM – qui regroupe la quasi-totalité des Industries techniques françaises – a écrit la semaine passée au Directeur de Cabinet du Président de la République pour lui faire part de sa stupéfaction d'assister à une telle mobilisation pour ce projet qu'elle juge « improbable ». Dans cette lettre demeurée pour l'heure sans réponse, la FICAM soulignait que la filière technique du cinéma, frappée depuis deux ans tant par la crise économique que par de violentes mutations technologiques, restait dans l'attente d'un plan de soutien pourtant promis par le Ministre de la Culture voici quatre mois après l'effondrement du Groupe Quinta Industries (dont les mesures émanaient d'un rapport daté de 2010 établi par le Contrôleur général des finances Jean Yves Lepers).

N'ayant eu aucune communication officielle du projet des Studios Raleigh, la FICAM en découvre les premiers éléments exposés par Monsieur Granja dans la presse qui soulève que « les arguments avancés par Monsieur Granja ne résistent pas à une analyse macro et micro économique, du métier comme du marché, révélant par là même une inquiétante méconnaissance du secteur » (La Tribune datée du vendredi 13 avril 2012)

Attachée à la qualité et à la confiance de ses relations établies depuis de nombreuses années avec les Pouvoirs publics, la FICAM considère que son rôle est d'alerter les Collectivités Territoriales concernées de l'incohérence d'un projet qui, hormis ses promesses irréalistes, développerait une surcapacité flagrante de l'offre de Studios sur le territoire national.

Ainsi, l'ouverture prochaine des neuf plateaux de la Cité du cinéma de Luc Besson à Saint Denis (93) entraîne, de facto, la fermeture d'un même nombre de plateaux parisiens. La FICAM s'interroge alors sur les objectifs réels des promoteurs de ce projet et ne s'explique pas une telle mobilisation des Pouvoirs publics, par ailleurs tant attendue pour consolider l'avenir des Industries techniques et donc, la Production cinématographique en France.

Source : FICAM 19 Avril 2012

Pour information :

Extrait du journal  La Dépêche, pour illustration :

Les Américains veulent lancer les études de faisabilité du projet sur l'ancienne base

aérienne./Photo DDM, Michel Labonne

Le projet de studios de cinéma sur l'ancienne base aérienne de Francazal se dessine. Les échanges se multiplient entre les représentants de Raleigh Studios et l'État français. Une rencontre est prévue ce vendredi. Des détails financiers restent à régler.

Raleigh Studios est aux portes de Toulouse. Le premier studio indépendant des États-Unis accélère ses discussions avec les services de l'État, par l'intermédiaire de ses deux représentants français, l'avocat Jacques Lavergne et l'architecte Bruno Granja. Les deux hommes doivent rencontrer la secrétaire générale de la préfecture de Haute-Garonne, Françoise Souliman, ce vendredi 29 juillet en matinée.

« Les dirigeants de Raleigh Studios ne se déplaceront pas ce vendredi, comme j'ai pu le lire », affirmait hier Bruno Granja. Mais une visite du PDG sur le site de Francazal, pour donner plus de poids au projet, n'est pas exclue avant la fin de l'été. Ce vendredi, Bruno Granja, à l'origine des contacts entre l'État et la firme américaine, espère obtenir le feu vert de la préfecture pour engager les études de faisabilité. Ces études seront financées à 50 % directement par Raleigh, et à 50 % par des investisseurs français.

Le 30 novembre, date butoir :

« Le fait que des Français croient au projet lui apporte de la crédibilité », assure Philippe Guérin, le maire (PRG) de Cugnaux (1).

« C'est un projet exaltant, auquel il faut laisser du temps. J'ai entendu qu'il y aurait 6 000 créations d'emploi. Ce sera certainement moins. On sera aux alentours de 2000, ce qui est déjà conséquent ».

Reste le problème de la place allouée au projet. La préfecture ne veut pas chasser les candidats aéronautiques de Francazal. « Tous les hangars sont réservés, sauf un, sur lesquels plusieurs acteurs se sont déjà positionnés », assure Françoise Souliman. Pour le maire de Cugnaux, la place nécessaire existe sur l'ancienne zone de vie de la base. « Mais si les besoins étaient plus grands, la commune dispose de terrains limitrophes à Francazal ». La construction de nouveaux hangars n'est pas exclue. Le tour de table et les études doivent être terminés le 30 novembre.

(1) Francazal se trouve sur les communes de Cugnaux, Toulouse et Portet-sur-Garonne.

4 000 signatures de soutien :

Deux pétitions de soutien au projet d'implantation de studios de cinéma sur l'ancienne base aérienne de Francazal, au sud-ouest de Toulouse, ont recueilli près de 4 000 signatures, en un peu plus d'un mois. Celle de Christelle Dos Santos, jeune maquilleuse de cinéma résidant à Pibrac, a recueilli 946 signatures. La pétition du collectif Francazal, qui milite depuis plusieurs années contre la reconversion totale du site en pôle d'activités aéronautiques, a recueilli 2 950 signatures. Les deux pétitions demandent la mise à l'étude de la reconversion du site de Francazal en studios de cinéma, selon le projet présenté par Raleigh Studios.